



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« La presse, c'est la parole à l'état de foudre;
c'est l'électricité sociale. » Chateaubriand



L'Ayrault-port bat de l'aile **Crash capitaliste**



M 02137 - 1734 - F: 2,00 €



LA PRESSE EN LUTTE PAGE 7



Combien de temps encore devons-nous faire avec les stratégies démobilisatrices des directions syndicales? Le pacte de responsabilité conclu il y a quelques semaines entre le gouvernement socialiste et le patronat a peut-être fait criser les dirigeants des grandes confédérations, reste qu'on attend toujours qu'ils proposent une riposte digne de ce nom. Au lieu de cela, ils nous convient à une énième promenade, le 18 mars prochain. Dans les tracts et les appels, les mots d'ordre sont énervés, parfois même bien enlevés, mais on ne peut s'empêcher de rire jaune. Le réflexe, bien sûr, ce serait de demander ce que nous, bases syndicales, attendons pour dépasser nos bureaucraties et imposer le rapport de forces nécessaire à la victoire. Mais la réalité est plus complexe, et on doit bien composer aujourd'hui avec le fait que nous n'osons pas vraiment partir au front sans l'aval des confédérations. Alors, à nous de faire pression sur nos dirigeants pour imposer nos points de vue et nos stratégies, lesquels sont assurément plus radicaux que les leurs, agrippés qu'ils sont à leurs strapontins. L'autre réflexe consisterait à se demander ce qu'on fout encore dans les syndicats. Mais ce serait alors se fourvoyer davantage. Le syndicat, organisation de classe par excellence, demeure un endroit privilégié où les anarchistes et leurs idées peuvent côtoyer au quotidien une large partie de la société actuelle. Abandonner le syndicat, ce serait en outre prendre le risque de rater le coche de la révolution sociale et de la construction d'une société réellement autogérée, laquelle ne peut se penser sans reprise en mains de l'économie par les structures de classe.

Actualité

La lutte de Notre-Dame-des-Landes, par Juanito, page 3

Les écoutes de Buisson, par E. Vanhecke, page 5

Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6

Quand les chiffres bouffent les lettres, par G. Goutte, page 7

Tous à poil plumé par Copé, par P. Schindler, page 9

International

Ukraine-Russie: guerre à la guerre, page 11

Rendez-vous à Real de Catorce, par G. Lapierre, page 12

La guerre au vivant, par J.-P. Tertrais, page 15

Histoire

Marsh vs. Reclus, par P. Pelletier, page 16

À lire

La débâcle, par N. Potkine, page 19

Le commando rouge, par A. Bernard, page 20

Le mouvement

Nos luttes durent plus de 24 heures, par FA, page 21

Illustrations

Aurelio, Jhano, Krokaga, La Sala

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdomadaires, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €

6 mois, 18 n^{os} hebdomadaires, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €

1 an, 35 n^{os} hebdomadaires, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Les autorités sont prévenues

Retour sur la manif du 22 février à Nantes



Raoul Mapoule et Sim Camille

Récapitulons

Dans les années 1960, le projet d'un nouvel aéroport près de Nantes sort de terre, avec des projections économiques radieuses à la mode capitalisme trente glorieuses. Projet vite mis en cartons à la suite du choc pétrolier et des contestations (déjà!), mais les terres sont soigneusement protégées du remembrement alors en cours. Le fumeux projet ressort des poubelles administratives de l'État avec la gauche-garcimore en 2000, par un tour de passe-passe en force de Jospin (PS), Gayssot (PCF) et Voynet (Verts). L'aménagement est prévu sur une ZAD (zone d'aménagement différé) de près de 2000 ha, zone humide bocagère d'élevage et de petites cultures sise entre trois bourg ruraux. Sont aussi prévues une voie rapide routière, reliant les axes Nantes-Vannes et Nantes-Rennes, ainsi qu'une desserte ferroviaire. Hôtels et supermarchés

viendraient compléter ce tableau d'un désert métropolitain digne de ce nom.

Mais la contestation reprend de plus belle : les réunions publiques sont perturbées et des manifestations diverses s'organisent. En 2007, un premier squat voit le jour dans une maison laissée à l'abandon. En 2009, le Camp Action Climat choisit le site de Notre-Dame-des-Landes pour débattre sur la question environnementale. Trois semaines de débats et d'actions ont lieu, un appel à venir habiter la zone est lancé, c'est le début de la plus grande zone de squat rural d'Europe. À peine les maisons sont-elles rachetées par Vinci qu'elles sont réinvesties. Les habitants «historiques» voient débarquer à leurs côtés, avec une curiosité parfois mêlée d'incompréhension, des gens souvent jeunes et politisés, qui s'installent ici pour un tas de raisons différentes : l'opposition à ce projet cristallise un grand

nombre de thématiques de lutte, en lien les unes avec les autres, contre les logiques absurdes du capitalisme, de l'État, de la consommation, de la dévastation écologique... Au début, la cohabitation n'est pas simple ; valeurs et modes de vie divergent, à l'image des catégories qui nous divisent. Mais rapidement, le fait de vivre ensemble sur un même territoire l'emporte, et composer ensemble dans la vie quotidienne et dans la lutte n'est plus seulement une nécessité, mais un désir. Là où le rouleau compresseur devait détruire des terres, des liens, la vie, là où l'individualisme et les rapports marchands devaient encore remporter une victoire, naît une communauté de liens. Là où l'État est repoussé, naît une créativité incroyable, rendant caduques toutes les catégorisations habituelles des pouvoirs faisant de nous des «populations» sous contrôle (sus à l'Insee!)

Pourquoi le 22 février ?

En réponse aux déclarations et aux signes de nouvelles tentatives d'expulsion à venir, les différentes composantes de la lutte contre le projet d'aéroport se sont une fois de plus entendues sur une manifestation, à un moment crucial contre les porteurs de projets (élus et Vinci) : l'échéance du mois de mai pour le « transfert » des espèces animales protégées (procédure obligatoire) contraint les autorités à l'offensive, sous peine de repousser ledit transfert à l'automne. Néanmoins, à un mois des municipales, la marge de manœuvre des « socialistes » est réduite. C'était donc le moment de manifester à nouveau de tous nos sabots contre la machine productiviste.

Les différentes composantes de la lutte (paysans, habitants historiques et zadistes, Acipa, naturalistes, etc., désolé pour les catégories) arrivent donc de cette campagne que l'on veut détruire et soumettre, débarquant dans la ville-métropole de Nantes, espace artificialisé par excellence au cœur des pouvoirs locaux.

La veille de la manif, le préfet annonce que tout l'hypercentre de Nantes sera déclaré « zone rouge », y compris le Cours des 50 otages, lieu de passage traditionnel des manifestations nantaises – ce qui a irrité plus d'un démocrate (j'en ai vu, il en reste !). Voici donc le parcours initialement prévu réduit de près de ses deux tiers ; les organisateurs, pris de court, décident d'allonger le parcours au sud.

La veille et le matin même, les Nantais découvrent leur ville littéralement assiégée par la police et la gendarmerie : de nombreuses rues sont bloquées, des fourgons de force anti-émeutes sont garés en masse. On croirait presque le comité d'accueil d'un contre-sommet !

Et c'est parti !

Le départ s'effectue devant la préfecture : sur la voie publique, les gens s'entassent de tous côtés avec les plus hétéroclites déguisements et façons de s'exprimer. Une cabane se monte dans un platane au-dessus de nos têtes pour bien symboliser le « échangeons les rôles » qui préfigure cette journée. D'énormes tritons marbrés habillent des tracteurs, qui déambulent sur le bitume chauffé par des dizaines de milliers de joyeux lurons.

Rue de Strasbourg, une enseigne de Vinci Immobilier protégée par quelques planches est brisée, la déco intérieure change de style — les plantes qui s'y trouvaient sont sauvées par de charitables âmes. Plus loin une foreuse Vinci, en plein burn-out, décide de s'immoler par le feu.

Arrivés à la station de tram Commerce, où le premier parcours devait filer pour remonter le Cours des 50 otages, une vingtaine de tracteurs sont contraints à l'arrêt, devant un canon à eau de la police et des

grilles anti-émeutes, sur lesquelles des dizaines de manifestants tapent en guise de sommation aux forces de l'ordre qui bloquent le parcours décidé collectivement. Mais les casqués ne l'entendent pas de cette oreille. Dès les premiers œufs de peinture, entachant le bel uniforme bleu foncé du sympathique corps de la gendarmerie mobile, les premières grenades lacrymogènes sont tirées.

Pendant ce temps, les premières supputations tombent sur le nombre exact de participants à la manif... mais qu'est-ce qu'on s'en fout ! Si l'on devait s'en tenir aux dires de trucmuche et de machinchouette, voilà bien longtemps que les travaux seraient déjà en cours. Ce n'est pas d'apprendre par les médias le nombre exact d'opposants qui se trouvaient en face d'eux qui a fait reculer les gendarmes mobiles dans leur tentative d'expulsion de la zone en octobre 2012, mais bien la solidarité et la détermination de tous les gens qui ne se sont pas contentés de rester assis en travers de la route ou d'attendre quelque bon geste de la froide mécanique d'État. En attendant, la place bondée de monde est enfumée par les agents chimiques lacrymogènes, et les tracteurs déguerpissent face à l'attaque policière menaçant leur outil de travail. Le canon à eau commence son arrosage, histoire de mettre les sauveurs de zones humides dans leur élément. S'ensuivent quelques minutes plus tard le peinturlurage et la tentative de mise à sac du commissariat de police, situé à l'arrière. Sur la place, les encapuchados (comme on les appelle en Amérique latine), arrivés après les premières salves de lacrymo, s'affairent à relancer les palets incandescents et à distribuer des mélanges eau-maalox aux manifestants aveuglés.

Nos chers médias

On ne le dira jamais assez, merci à tous les médias de masse d'avoir suivi l'événement. Alors que les manifestants de Kiev tirant à balles réelles sur la police sont présentés comme des héros par les journalistes, que l'Union européenne décerne en grande pompe le label Révolution à l'Ukraine, Nantes aurait, ce 22 février, fait face à la « terreur » ! Alors que les engins de Vinci transforment des paysages en champs de ruines et que l'État déverse des milliards d'argent public dans une foule de grands chantiers public-privé aussi inutiles que nuisibles, des tags bariolant des murs et des pubs, quelques pavés descellés et neuf vitrines fêlées ou brisées à Nantes (Vinci, banques, agences immobilières et touristiques...) seraient un « saccage » et une « dévastation » ! Pour pasticher Magritte, cela n'est pas de la violence, c'est l'image de la violence.

Merci d'émanciper celles et ceux que l'on aime de leurs dernières croyances en « l'objectivité journalistique ». Merci de démon-

trer que des années de débats pipés et unilatéraux n'auront pas suffi à convaincre de l'utilité d'un nouvel aéroport, mais que seule la construction d'un rapport de force véritable a permis et permet toujours de faire reculer le projet. Merci de démontrer, moult images d'affrontements à l'appui, l'inanité de la seule contestation que vous tolérez, uniquement symbolique, qui ne se préoccupe que de « l'opinion publique » (un fantôme que les journalistes affectent de connaître aussi bien qu'ils ignorent superbement nos vies réelles).

Ensemble, on a déjà gagné

Ce jour-là, plus encore qu'à l'habitude, les étiquettes et catégories imposées ont volé en éclats. Tout le long de la manifestation, on pouvait ressentir un côté festif très fort, et beaucoup de joie. Même au « cœur » des affrontements, quand un mouvement de foule spontané se créait, pétards, feux d'artifice et joie d'avancer laissaient un large sourire à plein de gens, malgré les lacrymos. Des personnes de tous âges et toutes situations étaient là, ensemble. Certains tenaient des banderoles bigarrées, d'autres chantaient, d'autres faisaient du théâtre improvisé, d'autres lançaient des projectiles, d'autres en préparaient, d'autres s'occupaient des nombreux blessés atteints par les tirs de la police, d'autres aussi, les plus nombreux, parfois faute d'organisation, étaient juste là, ce qui était déjà beaucoup ; ils participaient pleinement à la lutte par leur présence, leur solidarité et leurs sourires. Quelques personnes, de temps en temps, s'enquéraient du pourquoi du comment, d'autres gens choisissaient de faire face à la police, initiant ainsi de nouvelles conversations. Bref, dans la multiplicité des idées et des moyens, une joie commune de la lutte ! Bien loin, donc, des indignations et condamnations de certains pontes politiques stigmatisant et dissociant les « casseurs ». Laissons-leur ce triste souci de préserver une image de respectabilité dérisoire, auprès des véritables casseurs au gouvernement, qui brisent nos vies au quotidien, et ont blessé (et mutilé) de nombreux manifestants ce jour encore.

Cinq cent vingt tracteurs, 50 000 manifestants environ. Tout le monde s'accorde à dire que cette manif était la preuve d'une montée en puissance du mouvement de lutte contre ce projet. Les autorités, si elles s'avisent de marcher sur les plates-bandes de la ZAD, sont une fois de plus prévenues.

R. M. & S. C.

1. Acipa : Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Patrick Buisson, bras cassé aux petits pieds

IL NE FAUT JAMAIS S'ÉTONNER de la déloyauté des gens de pouvoir, des vrais, des durs, des tatoués, des costauds à la mâchoire carrée. Le pouvoir, c'est-à-dire la volonté objective et délibérée de domination physique ou mentale, par la force, la persuasion ou la ruse, est sans doute ce qu'il y a de plus pervers et de plus nocif dans les rapports sociaux. Confiez votre voix ou votre pauvre petit pouvoir et vous verrez qu'il y aura sans délai un grossier pour en abuser. C'est un peu ce qui se passe avec cette récente affaire d'écoutes clandestines, qui, si elle ne devrait pas tarder à se dégonfler, éclaire crûment la vie et les mœurs de la cour et des courtisans.

Patrick Buisson, puisqu'il s'agit de lui cette fois-ci, n'a rien à envier à toutes ces éminences grises, âmes damnées des décideurs, fayot intégral et faux-cul de première, reçu sans doute major à l'agrégation de concierge, incarnation de ce qui se fait de pire dans les tentatives d'influence sous couvert d'une onctuosité toute chrétienne. Un sacré lapin de garenne. En parfait homme de l'ombre, l'espionnage minable auquel il s'est livré en dit long sur les pratiques et la mentalité de l'extrême droite dans laquelle il a fait ses classes. Délation, curiosité malsaine sont sans aucun doute les seules valeurs morales de ce sinistre pantin. Directement issu du sérail maurassien, nationaliste un peu royaliste, catholique un peu intégriste le 21 janvier 2012, le pape Benoît XVI bien connu pour son ouverture d'esprit le promet, dans la salle ducale du palais du Vatican, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, Patrick Buisson s'est parfaitement accommodé du flou idéologique de la fin de mandat de Nicolas Sarkozy, rendu nécessaire par sa volonté d'être réélu.

Mais, entendons-nous bien malgré tout, sa présence parmi les petits marquis ne doit rien au hasard. Lorsque Sarkozy fait appel à lui en 2004, le ministre de l'Intérieur de l'époque n'ignore rien du pedigree de celui dont il sollicite les lumières. Patrick Buisson lui-même, né en 1949 d'un père ancien camelot de l'Action française, n'a jamais caché ses racines maurassiennes et son parcours au sein de l'extrême droite française. violemment anticommuniste, l'étudiant en histoire à Nanterre était devenu une figure de proue d'un syndicat anti-Mai 68 et se définit comme un membre de la génération Occident. Tout ce qu'on aime. La culture de la trahison dont il vient de faire la preuve n'a eu



aucun mal à trouver son chemin avec un tel palmarès. Un vrai dégoût et une vraie envie de lui coller des baffes. Mais, dans ce sinistre milieu, Buisson ne peut rien seul. Réseaux, relations, carnet d'adresses épais comme un annuaire pour, au bout du compte, se faire chouraver les cassettes et retrouver les retranscriptions dans la presse, c'est quand même un peu risible. Et pour ceux et celles qui ont lu ces retranscriptions, il faut reconnaître qu'elles sont parfaitement anodines et inintéressantes au possible. À supposer que *Le Canard enchaîné* garde en réserve les meilleurs moments, et il en est capable, c'est bien le principe de regarder dans les trous de serrure dont il faut s'offusquer parce que sur le fond...

Ce genre de pratiques n'est cependant pas bien nouveau. On se souvient qu'une cellule antiterroriste de l'Élysée dirigée par Christian Prouteau fut créée par François Mitterrand en 1982. Près de 3 000 conversations concernant 150 personnes dont 7 pour des raisons qui ont été jugées contestables, ont été enregistrées entre janvier 1983 et mars 1986. Les écoutes, que les initiés appelèrent les « bretelles du président », ont cessé en 1986. Elles ont directement concerné plus d'un milliard de personnes. Sept anciens collaborateurs du président furent à l'époque condamnés dont Gilles Ménage, ex-directeur de cabinet adjoint de Mitterrand (six mois de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende pour « atteinte à l'intimité de la vie privée ») et Christian

Prouteau, dirigeant de la cellule antiterroriste et ancien chef du GIGN (huit mois de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende), ainsi que Louis Schweitzer, ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius, sans oublier l'ancien gendarme Paul Barril, condamné pour le recel des données secrètes de la cellule à six mois de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende et lui-même devenu plus ou moins mercenaire au Rwanda au moment où il ne fallait pas trop. Toute cette bande de joyeux garnements n'a qu'une envie, qu'on lui confisque son pouvoir, quitte à foutre son nez dans nos slips, dans nos crânes et dans nos cerveaux. Mais cela reste du pipi de chat à côté des pratiques récemment révélées de la NSA états-unienne qui étend la manie de l'indiscrétion au niveau du grand art. Et là, Patrick Buisson a encore de grands progrès à faire. Bras cassé aux petits pieds, si j'ose dire, un petit effort et il pourra jouer dans la cour des grands garçons. Mais, en attendant, sa capacité de nuisance en a pris un coup ; la naïveté des espionnés aussi, mais placer sa confiance et son amitié dans un individu pareil est pire qu'une erreur, une grave faute. Les libertaires, quant à eux, s'ils ne sont pas à l'abri des infiltrations, ont appris à régler leurs comptes autrement que par des déclarations vertueusement outragées et il est au demeurant des circonstances où la fréquentation des salles de sport rend parfois service.

Émile Vanhecke

Brèves de combat

On n'en sortira donc jamais ?

Plus de 1 600 migrants ont tenté en vain d'entrer dans l'enclave espagnole de Ceuta depuis le Maroc, en quatre groupes différents qui ont finalement renoncé face au dispositif policier marocain et espagnol, selon la préfecture de la ville.

Rom un jour, Rom toujours

Une centaine de Roms, dont des familles, ont été évacués d'un camp de fortune qu'ils occupaient depuis plusieurs mois à Saint-Fons (Rhône), aux portes de Lyon.

Un petit avant goût

Le Pen la fille annonce neuf listes du FN dans les Côtes-d'Armor pour les municipales à Rennes. Huit listes complètes à Saint-Malo, Brest, Quimper, Morlaix, Vannes, Lorient, Fougères et Saint-Brieuc auxquelles s'ajoute une candidature seule à Moustéru (Côtes-d'Armor). Il va falloir ressortir les poubelles pour les suivre dans les marchés et inciter les badauds à jeter leurs tracts nauséabonds dedans... Bon courage, les camarades bretons !

Affolant

L'agence des droits fondamentaux de l'Union européenne annonce qu'au Danemark 52 % des femmes disent avoir subi des violences, contre 19 % en Pologne et 22 % à Chypre. De même, 68 % des femmes vivant en Angleterre ont été victimes de harcèlement sexuel, contre 32 %

Météo syndicale



« **AU COURS** des cinq premières années de marche, aucune ventilation artificielle n'assurait l'évaporation directe des poussières silicieuses produites par les divers métiers ; cette inobservation totale des règles de l'hygiène occasionne de nombreux décès dans le personnel : une vingtaine d'ouvrières et d'ouvriers moururent dans l'intervalle précité. » Ainsi s'exprimait Denis Auribault, inspecteur du travail à Caen en 1906. Il dénonçait donc déjà le scandale de l'amiante, des faits observés dans une usine de filature et de tissage d'amiante près de Condé-sur-Noireau (Calvados), ouverte en 1890. Une loi édictée en 1893 (la CGT a été créée en 1895, à Limoges, le 21 septembre) précisait les conditions de l'hygiène et de la sécurité. Comme le rappelle *La Nouvelle Vie ouvrière* du 21 février de cette année¹, il aura fallu près d'un siècle (1997) pour que l'amiante soit interdite. Mais, le moins qu'on puisse dire est que ça cause encore des dégâts !

Pourquoi causer, encore une fois, du passé ? Ben comme d'habitude, quoiqu'en disent les individus de divers horizons (mais toujours anti voire asyndicalistes) parce que ça éclaire le présent, et plus que bougrement ! Ainsi quand, au début du xx^e siècle, bourses du travail et jeunes CGT se lancent à l'assaut des possédants, déjà les inspecteurs du travail « s'échinaient à faire respecter les premières lois sociales ». Des liens étroits se tissaient alors entre syndicalisme naissant et ceux qui cher-

chaient à faire respecter ce qui allait devenir le Code du travail. Maintenant dans ce souvent glauque début de XXI^e siècle, on a l'impression que tout est à refaire. Le pouvoir « socialiste » cherche à rogner les ailes des inspecteurs du travail, à restreindre leur champ d'action. Du côté des organisations syndicales, on en vient à négocier l'iné négociable...

« C'est un simulacre de discussions. Le patronat n'est prêt à aucun effort, il veut des aides publiques, toujours plus d'aides publiques, sans aucun contrôle », disait une militante de la CGT la semaine dernière. Dont acte, un front de refus syndicaliste se reforme, FO, CGT, Solidaires... Pour combien de temps ? Et pour aller où ? Dernièrement, le secrétaire actuel de la CGT déclarait à un hebdomadaire économique : « Il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat. » Du lard ou du cochon ? Thierry Lepaon ferait bien de lire les textes du début de la CGT comme *L'ABC syndicaliste* de Georges Yvetot ! Quant à nous toutes et tous, il nous reste à œuvrer pour renverser la vapeur.

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Ségui
de la Fédération anarchiste

1. *La Nouvelle Vie ouvrière* a publié tout un dossier sur l'inspection du travail.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



au Portugal et 35 % en Autriche. Les femmes sont donc moins en sécurité dans les pays nordiques, pourtant réputés progressistes et égalitaires. Plus de trois quarts des femmes sondées vivant au Danemark, en France ou en Suède ont été harcelées, alors que cela concerne moins du tiers de celles résidant en Bulgarie ou en Roumanie.

Faudrait savoir !

Même pas un an après son adoption, Fillon souhaite déjà réécrire la loi du mariage pour tous en introduisant une distinction entre le mariage hétérosexuel et l'union homosexuelle avec une égalité des droits excepté les droits sur la filiation. Les adoptions par les couples homosexuels et hétérosexuels ne peuvent être placées sur le même plan. Les possibilités d'adoption par les couples homosexuels doivent être restreintes. On se méfie déjà des réactions de la droite pour la prochaine élection présidentielle.

Il serait temps...

Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) et de l'Inspection générale de l'administration (IGA) préconise la levée de l'interdiction des soins funéraires pour les personnes atteintes par le VIH, en vigueur depuis 1986.



Quand les chiffres bouffent les lettres

Les travailleurs de la presse en défense de leurs métiers

Guillaume Goutte

Groupe Savador-Segui de la FA
Syndicat des correcteurs CGT

JEUDI 6 MARS, la place du Palais-Royal, à Paris, a vu ses pavés foulés par les pieds des travailleurs de la presse. Ces ouvriers du Livre, journalistes, porteurs de presse, employés et cadres, venus de toute la France, s'étaient ici rassemblés pour protester, devant le siège du ministère de la Culture et de la Communication, contre la logique de destruction tous azimuts dont leurs emplois et leurs métiers sont victimes depuis quelques années. Car, malgré de lourdes aides publiques, les groupes de presse, mais aussi les agences de publicité, les imprimeries et les distributeurs n'ont cessé de mettre en place des plans de licenciements et de départs volontaires (*sic*), des ruptures conventionnelles et des harmonisations sociales (*re-sic*)¹. Au final, ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui partent en fumée, et ce, bien sûr, au nom des « nécessaires économies » – entendre « rentabilité économique ».

De la médiocrité ambiante

Outre l'impact social qu'impliquent ces mesures drastiques, la disparition de tous ces emplois – mais aussi, parfois, de métiers (celui de correcteur, par exemple) – porte aussi atteinte à la qualité des productions. Mais de qualité, les patrons de presse se soucient bien peu ; l'époque est à la médiocrité généralisée, et les petits gestionnaires à la tête des canards, souvent étrangers à l'industrie du Livre, ne pensent qu'au pognon qu'ils vont amasser et aux dividendes qu'ils reverseront à des actionnaires parasites (mes excuses pour ce pléonasme). Pourtant, la dégringolade, bien réelle, des ventes des journaux dans l'Hexagone s'explique en grande partie par une perte de qualité, tant au niveau des logiques éditoriales qu'au niveau de la rédaction et de la réalisation.

Avec des équipes toujours plus réduites et pressurisées dirigées par des zigotos qui ne pensent que « gestion rentable », on ne fait pas de bon travail, et le résultat est là : la presse quotidienne – pour ne parler que d'elle – n'est désormais plus que le pâle reflet de ce qu'elle a pu être², et les ventes en pâtissent.

La transition numérique comme alibi

Quand on évoque la situation difficile de la presse en France, partout, et pas seulement dans les bureaux des directions, on en vient à prétendre que la cause de tout cela n'est pas à chercher ailleurs que dans le développement du numérique. À les entendre, les médias Internet, comme hier la télévision, annonceraient la fin imminente de la presse papier, laquelle ne serait plus de ce temps... Pourtant, c'est un fait : dans tous les groupes de presse, la principale ressource financière provient encore, et largement, du journal imprimé. Les publicitaires n'investissent pas suffisamment dans les supports numériques des grands quotidiens qui, en outre, n'offrent guère davantage de qualité – rares sont ceux qui sont corrigés – et de diversité – la plupart des articles sont extraits de la version papier, quand il ne s'agit pas simplement de resucées de dépêches AFP. Loin d'être un concurrent du support imprimé, le numérique pourrait être conçu comme un « plus », un service à développer en parallèle, offrant peut-être davantage de réactivité qu'une édition papier, laquelle serait plutôt destinée à des sujets approfondis. Mais un tel choix impliquerait que les groupes de presse soient moins tournés vers les actionnaires que vers les lecteurs, et que leurs exigences se concentrent sur l'information plutôt que sur une rentabilité économique très aléatoire.



Banderoles de la Filpac-CGT lors d'un rassemblement à Bordeaux en 2011.

Sarkozy est passé par là

Détenus par quelques vieilles familles patronales (Bolloré, Bouygues, Arnault, Dassault, Lagardère) ou des banques (Crédit agricole et Crédit mutuel), les grands groupes de presse ont dit « Amen ! » lorsque l'ancien président Nicolas Sarkozy a fait plonger le monde de l'information avec son décret du 13 avril 2012. Faisant suite aux fameux états généraux de la presse de 2008, ledit décret entérinait la création d'un Fonds stratégique pour le développement de la presse géré par la Direction générale des médias et de l'industrie culturelle (DGMIC). Depuis lors, ce fonds est chargé de traiter les demandes de la plupart des aides à la presse et de réaliser les versements, le tout à partir de critères essentiellement comptables portant exigence de rentabilité (laquelle passe par les coupes dans les effectifs salariés et l'investissement dans le numérique). Une fois encore, la valeur marchande donne le « la ». Autre aspect intéressant : le comité d'orientation créé pour « superviser la démarche » auprès de la DGMIC est composé de délégués des ministères concernés et de représentants patronaux. Quid des salariés ? Bien que premiers concernés, ils ne sont pas conviés à cette joyeuse pêche à la ligne³.

Comme on pouvait s'y attendre, l'arrivée de François Hollande à l'Élysée n'a rien changé à la donne. Non seulement le décret d'avril 2012 n'a pas été abrogé – contrairement à ce qu'exigeait la CGT –, mais il a même été conforté par un rapport remis, en

mai 2013, à la ministre de la Culture, Aurélie Filippetti (rapport rédigé par une commission qui, sur six membres, comptait trois des principaux animateurs des états généraux de la presse de 2008...). On savait le gouvernement socialiste enclin à courber l'échine devant le patronat, ce refus obstiné de revenir sur le décret Sarkozy en témoigne à nouveau.

Quelles solutions ?

La révolution ? Sans doute. Mais, en attendant, il faut bien sauver les meubles, nos meubles. La Fédération des industries du Livre, du papier et de la communication (Filpac-CGT) propose quelques pistes qui, en l'état, semblent pertinentes, à savoir :

- « L'attribution d'aides à l'initiative éditoriale » contrôlées pour s'assurer qu'elles ne servent pas à financer les licenciements ou les dividendes des actionnaires.

- Favoriser la création « de sociétés d'information indépendantes des cent familles du patronat national, des monstres Google, Microsoft, Facebook, Twitter et Apple ».

- Créer des sociétés d'information à but lucrativement limité, et ce afin de supprimer la toute-puissance de la logique marchande.

- Promulguer « une loi générale protégeant l'information des forces de l'argent ».

Comme souvent avec la Filpac-CGT, les propositions tiennent la route sur le papier, mais la combativité fédérale se cantonne aux mots. Le rassemblement du 6 février était certes une bonne initiative – enfin, tout est relatif... –, mais on ne pourra s'en contenter

si l'on souhaite réellement construire un front syndical pour contrecarrer les logiques destructrices, voire suicidaires, du patronat de la presse. La lutte, si elle prend forme, est d'autant plus essentielle qu'elle pourrait être l'occasion d'élaborer et de porter une réflexion plus générale, et moins « court-termiste », sur ce que nous attendons de la presse, sur ce que signifient « indépendance » et « pluralité » et par qui et comment elle doit être réalisée. Un gros travail, en somme, dont les anarcho-syndicalistes ne pourront faire l'économie. **G. G.**

1. Le tract de la Filpac-CGT distribué à cette occasion traduit bien le principe de ces « harmonisations » : « Faire disparaître en l'espace d'une négociation nombre d'acquis sociaux. »

2. Bien sûr, quand je parle de « qualité », je ne parle pas de la justesse des points de vue exprimés : globalement, la grande presse sait jouer avec l'opinion pour se faire garante d'un certain ordre économique et politique. Mais, au-delà de l'idéologie dominante qui transparaît souvent dans leurs colonnes, reste que les journaux demeurent – dans une moindre mesure, et de moins en moins – des supports d'information et de réflexion essentiels, pourvu qu'on les lise avec un esprit critique toujours en éveil.

3. Les salariés sont d'autant plus concernés que, conséquentes quand elles sont versées, les aides à la presse sont massivement « détournées » par les grands groupes pour financer les plans de licenciement ou de départs volontaires.

Tous à poil plumé par Copé



Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

REPRENONS L'HISTOIRE AU DÉBUT DU LIVRE... Il y a trois semaines, Jean-François Copé, le président de l'UMP, prenait en otage le petit fascicule destiné à la jeunesse, *Tous à poil*, le feuilletant sur le plateau de LCI. Pour ce dernier, il s'agissait « d'un ouvrage sur la théorie du genre recommandé aux enseignants du primaire ». Première remarque : depuis combien de temps recommande-t-on un ouvrage aux enseignants plutôt qu'un autre ? En effet, ce livre fait seulement partie d'une liste présentant 99 autres textes proposés par l'association de parents ardéchois L'atelier des merveilles. L'association organise des goûters-lecture destinés à échanger entre parents et enfants sur tous les sujets de la vie autour d'albums pour la jeunesse qui évoquent l'égalité entre les filles et les garçons. À l'origine, cette liste a été émise par le centre régional de documentation pédagogique de l'académie de Grenoble et donc simplement suggérée aux enseignants. Huit jours plus tard, Copé, qui dit s'appuyer sur un article du *Dauphiné libéré*, s'en prend cette fois-ci à la présidente de L'atelier des merveilles. Il va jusqu'à citer son nom, Cécile Moulain, à présent bien médiatisé (!), en disant : « Bien qu'elle se prétende apolitique, elle aurait été candidate de la Ligue communiste révolutionnaire. » Diantre,

quelle horreur, on tremble dans les foyers ! D'après les indications de Cécile Moulain elle-même, qui n'a rien à cacher, elle a en effet fait partie des listes de la LCR et du NPA de la région entre 2002 et 2012, mais n'y est plus militante depuis. Pour Copé, il s'agit là d'une preuve flagrante qui justifie le soupçon, « d'avoir rajouté *Tous à poil* dans la dans la liste des ouvrages conseillés pour les goûters-lecture, dans le but de défendre la lutte des classes, comme cette dernière s'en expliquait ouvertement dans une lettre accompagnant la liste ». Mais de quelle lettre s'agit-il ? Personne n'en a retrouvé trace... Revenons-en donc aux fantasmes de Copé qui explique aujourd'hui : « Vous comprenez bien que le choix des profils qui ont été déshabillés dans *Tous à poil*, c'est aussi pour montrer qu'on ne veut plus de la marque d'autorité, quand on déshabille un policier, une maîtresse ou un président directeur général ! ». (Personnellement je n'ai aucune envie de voir mes patrons à poil... Mais passons.) En réponse donc aux accusations de Copé, l'association L'atelier des Merveilles a publié sur son site un communiqué qui explique : « Cet album joueur montre la nudité, naturelle, intergénérationnelle, bien heureusement désérotisée, universelle, comme un acte de liberté, d'égalité et de fraternité : la joie de prendre un bain de mer sous le soleil. Elle nous montre, quand les oripeaux sont tombés, ce qui fait de nous

des humains, dans notre diversité». Tout simplement. L'association précise également qu'elle n'a pas de «président», mais que Cécile Moulain en est devenue le porte-parole depuis ce qui est devenu une «affaire». Jean-François Copé semble avoir été particulièrement choqué par un passage précis de l'ouvrage, pourtant bien anodin : «Les classes sociales, les fonctions hiérarchisées sont laissées pour un temps de côté, réduites à un tas de vêtements, pour nous rendre à notre plus simple dénominateur commun. Un instant, il nous donne l'illusion d'une paix sociale tant espérée, du plaisir à être ensemble, simplement.» Pas de quoi caresser un chat (à poil), en somme... D'autant que l'un des auteurs du livre, Marc Daniau, a depuis précisé dans une interview au *Nouvel Obs* : «Nous avons voulu montrer que nous sommes tous différents, qu'il y a des gros, des petits, des maigres, des grands, des noirs, des blancs. Il n'y a aucun gros plan sur

les corps». Lui et la coauteur, Claire Franek, se disent «ahuris» par la réaction de Copé. Claire Franek explique qu'en effet, à la fin du livre, «tous les personnages se retrouvent à la plage, nus et vont se baigner dans la joie et la bonne humeur».

Ce sont des figures du quotidien ou issues de l'imaginaire des enfants : il y a le personnel de la cantine, la maîtresse d'école, qui fait référence à la chanson *La Maîtresse en maillot de bain*. Pour les auteurs de l'ouvrage, il s'agit donc d'un faux débat autour de la nudité et d'expliquer : «Nous avons essayé de proposer une approche originale et drôle. Si l'on suit la façon de penser du patron de l'UMP, il ne faudrait plus emmener les enfants au musée. Le plafond de la chapelle Sixtine ne choque personne!» Quant à l'idée du livre, il est né tout simplement parce que les deux auteurs ont des enfants qui avaient entre 11 et 16 ans à l'époque de la sortie. «Nous savons que les enfants se posent des questions sur leur corps : ils

cherchent à savoir s'ils sont normaux, à savoir comment nous sommes faits, comment les autres sont faits. Si on laisse les enfants se débrouiller seuls avec ces questions, que trouvent-ils sur Internet? Nous voulions proposer un autre regard sur la nudité qui soit décomplexant.» On peut alors se poser la question de savoir comment l'ouvrage est arrivé entre les mains de Copé. *Le Monde libertaire* en a une vague idée : ne serait-ce pas à l'initiative des mouvements issus de la Manif pour tous – qui se sont dernièrement recyclés contre la théorie du genre à l'école et pour lesquels c'est comme si l'y avait un complot lancé par des instituteurs n'ayant pour objectif que de pervertir les petits enfants. Car il est de notoriété publique que tous les instituteurs sont des pervers polymorphes! Mais l'argumentaire de la politisation du corps enseignant n'est pas nouveau et sans rappeler l'atmosphère de la III^e République, dont visiblement la droite dure est bien nostalgique. Une époque où les instituteurs étaient traités de Hussards noirs (notamment par un certain Charles Péguy qui les trouvait «sévères»), après le vote des lois Jules Ferry et celle de séparation des Églises et de l'État en 1905. Plus tard, ce sont les ligues fascistes qui les traitaient tous de bolcheviques et de francs-maçons. Ce n'est donc pas très original de la part de Copé et ses grands amis du Printemps français de remettre ces vieux clichés éculés au goût du jour. C'est s'en prendre une fois encore de façon violente à l'éducation nationale, sans remettre en question l'évolution de la société. Mais ces messieurs-dames les réacs préfèrent certainement les programmes proposés à la jeunesse sur des chaînes spécialisées, ces émissions de télé-réalité qui véhiculent tous les clichés sur le couple et la sexualité contre lesquels nous nous sommes battus depuis des décennies. Pour autant, le bien-fondé de ces émissions, tellement juteuses pour les auteurs, les réalisateurs, les producteurs et les annonceurs ne sont, elles, jamais remises en question. Ce n'est justement pas le cas du livre. Au cours de la même interview, les auteurs nous expliquent : «Nous sommes bien conscients du fait que le livre peut faire débat. Quand *Tous à poil* est paru il y a eu des discussions dans les librairies et les bibliothèques : certains se demandaient si cela ne poserait pas de problème de le mettre en avant. Les fois où l'on en a parlé avec des enfants, certains enseignants nous ont dit qu'ils n'étaient pas à l'aise avec et qu'ils n'en parleraient pas. Mais ils tenaient à nous laisser en parler. Encore une fois, nous n'avons cherché à obliger personne à le lire ou le faire lire.» *Le Monde libertaire* a déjà alerté sur des actions des militants du Printemps français qui tournent un peu trop autour des écoles ces temps-ci, notamment dans le sud de la France, pour intoxiquer des parents naïfs qui pourraient confondre théorie du genre et apologie de la pédophilie, comme si l'une découlait naturellement de l'autre...

Comme de bien entendu!

P. S.



Pas une goutte de sang pour la « nation » !

Déclaration anarchiste contre la guerre en Ukraine

LA LUTTE DE POUVOIR entre les clans de l'oligarchie en Ukraine menace de se transformer en conflit international armé. Le capitalisme russe tente d'utiliser la redistribution du pouvoir au sein de l'État ukrainien pour mettre en œuvre ses vieilles aspirations impériales et expansionnistes en Crimée et en Ukraine orientale, régions où il a d'importants intérêts économiques, financiers et politiques.

Dans le contexte de la prochaine crise imminente en Russie, le régime tente d'attiser le nationalisme russe afin de détourner l'attention de l'aggravation des problèmes socio-économiques des travailleurs : salaires et pensions de misère, démantèlement des soins accessibles, de l'éducation et d'autres services sociaux. Dans la tempête d'une rhétorique nationaliste et agressive, il est plus facile d'instaurer un État autoritaire et corporatiste fondé sur des valeurs réactionnaires et des politiques répressives.

En Ukraine, la crise politique et économique aiguë a conduit à exaspérer la confrontation entre les « nouveaux » et « vieux » clans oligarchiques, et a pour la première fois utilisé des formations ultranationalistes et ultradroitistes pour réaliser un coup d'État à Kiev. L'élite politique de Crimée et d'Ukraine orientale n'a pas l'intention de partager son pouvoir et ses propriétés avec les nouveaux dirigeants de Kiev et se tourne vers le gouvernement russe pour avoir de l'aide. Des deux côtés, on a recours à l'hystérie nationaliste, respectivement ukrainienne et russe. Il y a des affrontements armés et effusion de sang. Les puissances occidentales ont leurs propres intérêts et leurs propres aspirations, et leur intervention dans le conflit pourrait mener à une troisième guerre mondiale.

Ces messieurs des différentes cliques belligérantes nous poussent, comme d'habitude, nous les gens ordinaires, les travailleurs salariés, les chômeurs, les étudiants, les retraités..., à nous battre pour leurs intérêts. Ils veulent nous saouler avec leur drogue nationaliste, nous pousser les uns contre les autres, nous faire oublier nos réels besoins et intérêts. Nous n'avons que faire de leurs « nations », alors que nous avons à régler d'autres problèmes urgents et vitaux : comment joindre les deux bouts dans ce système qu'ils ont instauré pour nous opprimer et nous réduire en esclavage.

Nous ne succomberons pas à l'intoxication nationaliste ! Qu'ils aillent en enfer avec leurs États et « nations », leurs drapeaux et leurs dis-



cours ! Ce n'est pas notre guerre et nous ne devons pas y participer et payer avec notre sang leurs palais, leurs comptes en banque et leur plaisir de s'asseoir dans les confortables fauteuils du pouvoir. Et, si les messieurs de Moscou, Kiev, Lvov, Kharkov, Donetsk et Simferopol commentent cette guerre, notre devoir est d'y résister par tous les moyens ! Pas de guerre entre les « nations » ! Pas de paix entre les classes !

KRAS-AIT

(Confédération révolutionnaire
anarcho-syndicaliste, Russie),

Fédération anarchiste de Moldavie (Moldavie),

Fraction socialiste révolutionnaire

(Ukraine),

Internationalistes d'Ukraine, de Russie
de Lituanie, d'Israël et de Moldavie

Rendez-vous à **Real de Catorce**

La lutte des habitants et du peuple wixarika contre les mines canadiennes¹



Gene & Georges Lapierre

LA ROUTE SE PERD dans l'infini rectiligne d'un crépuscule rose, mais le car vire à gauche et prend la direction des montagnes en empruntant un chemin soigneusement pavé de pierres rondes. Le bleu de la nuit s'obscurcit de plus en plus, illuminé çà et là par les scintillements des villages. La route monte et frôle des précipices pour s'arrêter enfin devant un tunnel creusé dans la roche par les mineurs de jadis. Lorsqu'on débouche de l'autre côté, on se retrouve plongé dans un décor de film : ce n'est pas pour rien que Real de Catorce est le premier des «villages magiques» du Mexique ! Le long de ses rues pavées, les maisons en pierre et en bois s'accrochent les unes aux autres pour escalader la montagne, où l'on devine les ruines des anciennes mines. Nous sommes à 2 750 mètres d'altitude et les sommets sont encore loin.

En réalité, la ville s'appelle Real de Minas de la Limpia Concepción de Guadalupe de los Almos de Catorce². Tout un programme et toute une histoire, liés à l'industrie minière. Car ce n'est pas l'agriculture qui fait vivre les habitants des montagnes, il faut pour cela descendre sur le haut-plateau (*Bajío*), où l'eau est plus abondante. Les Espagnols s'installent sur le site à partir de 1772 pour y exploiter les mines d'argent et y restent jusqu'en 1910. On peut dire que l'indépendance n'a jamais eu lieu et que l'Espagne n'a jamais relâché son emprise. Ainsi la Casa de la Moneda (Maison de la monnaie), où était frappée une partie de

la monnaie du pays, appartenait-elle aux comtes espagnols de la Maza; de 1863 à 1866, on y fabriquait encore des reales d'argent à l'effigie du roi d'Espagne. La décadence commence vers 1905; en 1910, lors de la révolution mexicaine, le village est mis à sac et détruit avec toute la rage que la haine des Espagnols avait éveillée chez les Mexicains. Pratiquement abandonné, il est alors connu comme «village fantôme» et ses maisons tombent petit à petit en ruine³. Pour survivre, il faut trouver d'autres ressources...

À l'heure actuelle, le gouvernement mexicain s'emploie à vendre le pays au grand capital : plus de cinquante pour cent du territoire est concédé à des entreprises minières. À Real de Catorce, ce sont les Canadiens de la First Majestic Silver Corporation qui veulent rouvrir les mines dont ils détiennent la concession sous le couvert de la firme mexicaine Real Bonanza. Ils ont à présent recours à une technologie de pointe extrêmement agressive dans ses procédés tant mécaniques que chimiques : non seulement ils extraient le minerai à des profondeurs pouvant atteindre mille mètres, mais ils utilisent le procédé dit de flottation, à base de cyanure, pour séparer l'argent des autres minerais comme le plomb et l'arsenic. Et, pour cela, d'énormes quantités d'eau sont nécessaires. Sûre d'obtenir l'accord du gouvernement, la société a déjà embauché de la main-d'œuvre locale, notamment pour des travaux de nettoyage. Mais c'était compter

sans le peuple wixarika ou huichol... De Real de Catorce, on n'aperçoit pas le Cerro Quemado (la Colline brûlée), il est un peu en retrait et il nous faut une heure et demie pour atteindre son sommet. Il est au cœur de Wirikuta, l'un des cinq lieux sacrés des Wixaritari. Ce peuple originaire, établi dans la Sierra Madre occidentale entre les États de Jalisco, Nayarit, Durango et San Luis Potosí, continue à pratiquer ses rites ancestraux dans des lieux sacrés situés hors du territoire qu'il habite et orientés d'après les quatre points cardinaux.

Selon leurs croyances, les dieux, en particulier la Mère du maïs et de la mer, sont entrés par l'ouest, par Haramara, la Pierre blanche de San Blas, dans l'État de Nayarit. Au nord, à Hauxa Manaka, dans l'État de Durango, le premier homme s'est reposé, puis il a commencé à multiplier les graines et à semer du maïs. Mais, à chaque fois qu'il semait du maïs, c'étaient des arbres qui poussaient, jusqu'à ce que la grand-mère Naakawe lui dise que le déluge était imminent et qu'il ferait mieux de construire un canoë pour se sauver et préserver les semences. Au sud, Xapawiyemeta, dans la lagune de Chapala (État de Jalisco), est le lieu de la divinité de la pluie. À l'est, dans l'État de San Luis Potosí, se trouve Wirikuta, la terre magique du peyotl, qui a permis à Kayaumari, le frère aîné, de chanter pour la première fois. Au centre, dans les grottes de Tee'kata, dans l'État de Jalisco, *el abuelo fuego*, le

grand-père feu, vit au cœur du territoire wixarika, près de Santa Catarina Cuexcomatlán.

Les Huicholes doivent se rendre en pèlerinage dans ces cinq lieux sacrés, et particulièrement à Wirikuta. Le Cerro Quemado est le but d'un voyage initiatique qui va de l'océan au désert du Levant. Seuls l'entreprennent les hommes choisis par leur communauté qui se soumettent à de nombreux sacrifices : ils ne dorment quasiment pas, marchent dans la montagne pendant des semaines, et pratiquent le jeûne et l'abstinence sexuelle. Purifiés par l'ascèse, ils voient le Cerf, qui est à la fois le frère aîné, le peyotl et le maïs, et qui leur parle pour leur assigner leur place dans le monde. De plus, chaque année, le peuple wixarika se rend à cet endroit pour y récolter le peyotl. Partant des différents centres cérémoniels, chaque groupe arrive à l'un des autels de Wirikuta. Tous doivent cependant passer par tous les autels afin d'y renouveler les bougies et nourrir les divinités.

Le soleil est né pour la première fois sur le Cerro Quemado, qui est un autel très important sur le territoire sacré de Wirikuta. Sur la tête de l'éléphant⁴, orientée vers l'est, s'élève une petite maison en pierre⁵ où s'entassent les offrandes. La grille qui la ferme est ornée d'objets colorés ; sur le mur du fond, une image de la Vierge de Guadalupe. Tout autour de la construction, à chaque pas, nous découvrons un dépôt d'offrandes : coupelles décorées, « œil de dieu »⁶, flèches, monnaies, bougies, petites fleurs et bracelets en perles, calebasses et pierres peintes, petits tableaux en brins de laine, *calaveras* en papier mâché et même un flacon de parfum d'une marque connue dont nous tairons le nom. Quelques offrandes sont disposées au centre d'une spirale en pierre construite sur le sol, juste dans la nuque de l'éléphant. Du côté ouest, sur la croupe de l'éléphant, une autre spirale en pierre ne comporte que très peu d'offrandes. La plupart des objets déposés sont en excellent état, attestant la vitalité du rite. On ne sait trop si la majesté particulière du site émane du paysage de terre rouge, de cactus et d'agaves dressés ou des vibrations énergétiques qu'il est réputé émettre. Il n'est pas surprenant, en tout cas, que les Wixaritari le défendent avec tant de vigueur.

Wirikuta est un espace naturel protégé de l'État de San Luis Potosí depuis 1994 ; il fait également partie du réseau mondial des sites sacrés naturels de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) depuis 1998 ; et il est en attente d'inscription sur la liste du Patrimoine culturel et naturel de l'humanité par l'Unesco⁷. Cela signifie que tout type d'activité polluante y est interdit. Or chacun sait que l'activité minière est l'une des plus polluantes qui soient...

Le territoire de Wirikuta s'étend sur 140 212 hectares, dont 98 000 hectares ont été donnés en concession à des entreprises



Indiens wixarika sur la terre de Wirikuta.

minières sans le consentement ni des habitants de Real de Catorce ni du peuple wixarika. Des trente-huit concessions qui ont été octroyées à First Majestic, vingt-deux se trouvent dans le périmètre protégé. Quant aux quarante autres concessions, elles se répartissent entre le projet Universo, de Revolution Resources, une autre entreprise canadienne, et la société minière Frisco, du milliardaire mexicain Carlos Slim.

Les Huicholes réclament une consultation préalable, libre et informée concernant la zone sacrée. Ils ont introduit un recours en garantie de droits contre les concessions minières et intenté un procès contre l'État fédéral mexicain, de telle sorte que l'exploitation des mines est suspendue jusqu'à l'issue du jugement. Cela n'empêche pas les violations des droits humains sur le territoire de Wirikuta — dénoncées dans la Recommandation 56 de 2012 de la Commission nationale des droits humains au Mexique. Le pacte de Huauca Manaka pour la préservation et le développement de la culture wixarika n'a pas été respecté non plus ; il a été signé en 2008 par les gouverneurs des quatre États où vivent les Huicholes et par le président de l'Union wixarika des centres cérémoniels de Jalisco, Durango et Nayarit. Peu après avoir assisté à la cérémonie et s'être engagé à défendre la culture wixarika, Felipe Calderón, alors président de la Fédération, accorde vingt-deux concessions minières à First Majestic.

Le peuple wixarika n'est cependant pas resté les bras croisés, il s'est organisé en un Front pour la défense de Wirikuta. Sa résistance n'est ni abstraite ni volontariste, c'est la résistance d'une culture vivante, enracinée dans un espace consacré. Il a déjà une longue histoire de lutte derrière lui et ce n'est pas maintenant qu'il va céder.

Revenons-en à Real de Catorce, que nous avons laissé à l'époque où les mines fermaient. La ville a failli ne pas se relever de ses

ruines après 1910. On dit que, dans les années vingt, c'est saint François d'Assise qui l'a sauvée en la faisant revivre pendant les quatre ou cinq jours consacrés à sa fête, au mois d'octobre. La ferveur inspirée par le saint attirait de nombreux pèlerins et commerçants, et les attire toujours à l'heure actuelle. Le dimanche, devant l'église paroissiale, nous avons vu un groupe de jeunes gens d'un village voisin qui dansaient un genre de claquettes, vêtus d'un tablier en satin bleu et munis d'un hochet et d'une croix. Ils ont dansé longtemps, presque jusqu'à l'épuisement, pour tenir une promesse qu'ils avaient faite au saint François dont la miraculeuse statue est conservée dans cette église. On nous a aussi raconté que naguère un groupe de marins venait chaque année pour honorer le saint qui avait sauvé du naufrage un de leurs bateaux avec tout son équipage...

Par ailleurs, les rites huicholes, pratiqués depuis les temps préhispaniques, ont séduit un tourisme psychédélique dès les années 1960. Lors de leur périple d'ouest en est, les Wixaritari consomment du peyotl, un petit cactus qui pousse dans le désert, en contrebas de Real de Catorce, et qu'ils récoltent à l'époque de sa floraison, vers Pâques, en prévision de ce voyage. Les alternatives en quête de nouvelles expériences ne sont pas restées indifférentes à ses vertus hallucinogènes⁸.

C'est aussi à la même époque que le tourisme culturel a pris son essor, encouragé par les films tournés à Real de Catorce, depuis *Pedro Páramo* en 1967 jusqu'à *La Mexicana*, avec Brad Pitt et Julia Roberts, en 2001. Les gens ont à présent développé diverses activités qui leur permettent de gagner leur vie. Le nombre d'hôtels et de restaurants de toutes catégories qui se sont ouverts ces dernières années le prouve amplement, tout autant que les stands et les boutiques qui vendent de l'artisanat huichol, des pierres semi-précieuses extraites des mines par les *gambusinos*, des pommades à base

de peyotl et des souvenirs de toutes sortes, sans parler des nombreuses propositions de balades à cheval et de promenades en jeep dans le désert. Ce développement touristique conserve toutefois une dimension humaine qui le rend tout à fait accueillant.

Nos interlocuteurs à Real de Catorce vivent du tourisme et font partie d'une association civile pour la défense de la ville, qui se déclare radicalement contre les mines. Ils affirment et démontrent que le territoire municipal peut (et doit) se passer des mines. Cette opposition ne se fonde pas sur un intérêt corporatif à courte vue, mais sur une réflexion rationnelle à propos de leur avenir. Pour eux, le point crucial est l'eau et la seule question qu'ils ont posée au représentant de l'entreprise venu expliquer au public les prétendus avantages du projet minier était la suivante : « Où irez-vous chercher l'eau ? » L'ingénieur a parlé de recycler les eaux usées de Real de Catorce et de Cedral, ce qui n'a aucun sens, vu que les énormes quantités d'eau nécessaires ne pourraient provenir que des nappes phréatiques qui alimentent actuellement la population. Non seulement l'entreprise détournerait l'eau disponible, mais elle la polluerait irrémédiablement.

Certains habitants de la ville sont favorables à la reprise de l'exploitation minière : ce sont les employés de la mine — ils ne sont pas nombreux pour l'instant, et ils le seront de moins en moins, car on les licencie depuis l'introduction du recours — et ceux qui se sont laissés corrompre, comme le président municipal qui avait promis de rouvrir les mines dans les quinze jours au moment où il a été élu, il y a presque deux ans. D'autres ne se prononcent pas, en particulier ceux qui viennent de l'extérieur et qui pour différentes raisons ne s'intéressent guère à la situation de Real de Catorce. Cependant une grande partie des habitants du centre-ville sont clairement contre les mines et s'activent pour empêcher leur ouverture.

En revanche, dans les villages et les ranchs qui font partie de la commune⁹, la situation est différente. L'entreprise minière divise les gens à coups de fausses informations, promesses de travail, corruption de fonctionnaires, menaces et intimidations. Elle propose d'acheter des terres, que certains vendent dans l'espoir d'une vie meilleure sans penser que d'ici à quelques années les mines fermeront et qu'ils perdront leur travail.

En général, les habitants du lieu ont toujours respecté les coutumes du peuple wixarika, même si leur attitude peut parfois changer suite aux manipulations de la société minière. Quoi qu'il en soit, les Huicholes (quelques-uns sont installés à Real de Catorce, mais la plupart y sont de passage) sont des alliés de poids. Sans eux, nos informateurs le reconnaissent, les mines fonctionneraient déjà. Ils bénéficient d'un large soutien national et international et ils ont les idées claires. En dépit de quelques frictions concernant les



méthodes et les attitudes à adopter, les deux groupes collaborent, et les gens de Real de Catorce sont optimistes en ce qui concerne les résultats : pour le moment aucune mine n'est en activité et une action en justice a été intentée pour demander la reconnaissance de l'ancien fonds légal de Real de Catorce. Si les limites du fonds actuel sont élargies pour correspondre à celles du fonds original, les concessions accordées aux sociétés minières sur le territoire municipal ne seront plus valables.

Entre le peuple originaire wixarika, qui défend son territoire sacré, et les habitants de Real de Catorce, qui se sont construits une vie indépendante de la mine et fondée sur le tourisme culturel, s'est tissée une alliance objective qui, espérons-le, aboutira à une victoire contre les intérêts du capital international.

G. & G.I.

1. Ce texte a été publié le jeudi 27 février 2014 sur le site <http://lavoiedujaguar.net>

2. En français : Royal des Mines de l'Immaculée Conception de Guadalupe des Peupliers des Quatorze. La ville fut créée en vue de l'exploitation des gisements d'argent ; or, au temps de la colonie, toutes les mines étaient propriété de la Couronne d'Espagne. Elle fut consacrée à la Vierge à peau blanche, l'Immaculée Conception, assimilée par les indigènes à Tonantzin, déesse à la peau noire comme la Vierge de Guadalupe. Avant l'exploitation minière et le développement de la ville, les montagnes envi-

ronnantes étaient couvertes de peupliers, qui disparurent en raison des besoins de la mine, de la construction des maisons et du chauffage. Quant aux Quatorze, il s'agit de bandits voleurs d'argent qui s'étaient réfugiés dans le village actuellement nommé Los Catorce et qui furent capturés alors qu'ils atteignaient Real de Catorce dans leur fuite. Ce fait défraya tellement la chronique que leur nombre, quatorze, fut accolé au nom de la ville et de plusieurs villages.

3. Les mines sont fermées jusque dans les années 1970, à l'exception de la mine Santa Ana, de l'autre côté du tunnel en direction du village de La Luz, qui rouvre en 1945 et est la dernière à fermer en 1991.

4. Quand on vient de Real de Catorce, lorsqu'on aperçoit le Cerro Quemado, il a la forme d'un éléphant dont la tête regarde vers l'est.

5. Elle est de construction récente, les sbires de la société minière ayant mis le feu à la précédente.

6. Deux baguettes croisées décorées de laine de couleur de façon à former un carré sur sa pointe dont le centre et les quatre extrémités évoquent les lieux des Wixaritari.

7. Le peuple wixarika et ses alliés se battent pour qu'il soit reconnu comme patrimoine naturel et culturel, et non immatériel comme le souhaitait le gouvernement fédéral, dont la demande vient d'ailleurs d'être refusée par l'Unesco. L'inscription au patrimoine immatériel n'empêche pas l'exploitation minière.

8. Le peyotl est actuellement une plante protégée, dont la consommation et la commercialisation sont interdites, sauf pour l'usage rituel qu'en font les Huicholes.

9. Real de Catorce comprend sept ejidos et quatre-vingt-dix communautés, vivant pour la plupart de l'élevage et de l'agriculture.

La guerre au vivant au nom de la science

LA MULTIPLICATION DES TRACASSERIES administratives de la part des pouvoirs publics et des organismes agricoles conventionnels à l'encontre des petits producteurs bio est connue (détournement de subventions, interprétation partielle des textes de loi, contrôles fréquents...). Déjà, il y a quelques années, un éleveur bio, pour des raisons éthiques, s'était suicidé parce qu'on l'avait obligé à faire vacciner ses vaches contre la fièvre catarrhale ovine. Deux faits récents viennent confirmer cet acharnement et devraient inviter à la réflexion ceux qui témoignent d'une véritable foi dans le projet d'artificialisation de la nature.

Le 17 mai 2013, sur le marché de Lavelanet, un maraîcher est contrôlé et verbalisé d'une amende de 450 euros par un agent de la répression des fraudes lui signifiant qu'il ne peut vendre que des variétés inscrites au catalogue officiel. Que l'on ne s'y trompe pas, il s'agit bien de supprimer les droits élémentaires des producteurs de reproduire, d'échanger et de vendre les semences et les plantes issues de leurs propres récoltes ; il s'agit bien d'une logique de fichage généralisé au service des multinationales de la semence. Il faut savoir qu'entre 1954 et 2002 80 % des variétés potagères ont été radiées de ce catalogue. Des 876 variétés inscrites en 1954, il n'en restait plus que 182 au catalogue officiel français en 2002. Parce que l'industrie semencière cherche depuis un demi-siècle à standardiser les semences pour les adapter partout aux mêmes engrais et pesticides chimiques.

À l'automne de la même année, un vigneron en biodynamie à Beaune encourt jusqu'à six mois de prison et 30 000 euros d'amende pour avoir refusé de traiter son vignoble avec un insecticide pour lutter contre une maladie de la vigne, la flavescente dorée (le jugement sera rendu le 7 avril). Alors qu'il n'y avait pas de foyer avéré sur son domaine, et que les vignerons travaillant en biologie surveillent leurs parcelles, recen-

sent les pieds atteints et les arrachent si les analyses en laboratoire confirment qu'il s'agit bien de la flavescente dorée. Parmi les pesticides préconisés par les pouvoirs publics figurent des produits réputés pour leur toxicité, dont plusieurs perturbateurs endocriniens, menaçant la santé de l'homme et engendrant la spirale infernale du surdosage.

Selon certains, y compris quelques anarchistes, la vigilance est de mise face aux dérives sectaires de la mouvance écologiste, face à l'intransigeance d'une nébuleuse dont les filiations fascisantes seraient avérées et dont le caractère forcément religieux doit éveiller les soupçons ! Et si c'était, au contraire, du prétendu « progrès », de l'instrumentalisation du vivant, dont il fallait se méfier, celui qui a déjà promu la spécialisation, les monocultures, les intrants chimiques, les biocides, les hybrides, le gaspillage énergétique, l'hypermécanisation, le hors-sol, les catastrophes sanitaires, et qui développe le génie génétique comme approche opportuniste de la nature. Et s'il fallait plutôt se prémunir contre les prétendues « sciences de la vie » qui ont abandonné en cours de trajectoire l'objectivité, le désintéressement et qui veulent reculer les limites des écosystèmes pour le bien de l'homme, des imposteurs de l'innovation qui se targuent de détenir l'avenir de l'humanité dans leurs éprouvettes, et d'imposer un nouvel ordre agricole mondial, de la pseudo-rationalité de ceux qui sont incapables de percevoir les relations intimes se nouant entre les cultures et leurs adventices, la subtilité de la microbiologie des sols, la richesse de la biodiversité, la fragilité des chaînes alimentaires et des réseaux trophiques. Car il ne s'agit pas seulement de propriété privée des moyens de production, d'accaparement de terres, de financiarisation de la production !

Les mystifications techno-scientifiques et hygiénistes de l'agronomie moderne et de la biologie marchande, qui devaient ouvrir d'« immenses perspectives », n'ont en fait

qu'entretenu une dangereuse fuite en avant, évitant l'interrogation sur les mauvaises pratiques culturelles. C'est bien parce que l'agriculture est devenue inapte à construire des systèmes de production robustes et capables d'autorégulation demandant un minimum d'interventions, qu'il faut sans cesse inventer de nouvelles techniques pour résoudre les problèmes créés par les « progrès » antérieurs.

Ce modèle agricole productiviste n'a pas seulement produit des ravages au niveau des sols et des écosystèmes ; il a liquidé une bonne partie de la petite paysannerie qu'il a contrainte à la misère, à la souffrance, à l'exode vers les bidonvilles, au suicide, devenu phénomène rural au cours du xx^e siècle (200 000 agriculteurs ont mis fin à leurs jours en Inde en dix ans).

Mais cette paysannerie ne se rend pas aux apprentis sorciers de l'agro-industrie et aux laquais de la bureaucratie. Les luttes paysannes ont jalonné l'histoire ; elles connaissent un renouveau depuis les années 1980-1990 un peu partout sur la planète, s'inscrivant dans l'histoire plus globale des résistances à la technique. Avec pour fil à plomb : le respect des cycles de la nature, la diversité et la relocalisation des productions, le renforcement des liens entre ruraux et urbains, la complémentarité entre savoirs paysans et connaissances scientifiques, la solidarité (coopératives, points de vente collectifs, jardins partagés...), la construction d'une société autonome. Le capitalisme n'a pas d'avenir ; le productivisme non plus. À condition qu'elle redevienne paysanne et qu'elle s'oriente vers l'agro-écologie, l'agriculture peut impulser un réel projet émancipateur.

Jean-Pierre Tertrais

*Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste*



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

Élisée Reclus et G. Marsh, quelle rupture?



Philippe Pelletier

Groupe Nestor-Makhno
de la Fédération anarchiste

LE GÉOGRAPHE ANARCHISTE ÉLISÉE RECLUS (1830-1905) est l'un des premiers à évoquer, en France comme en Europe, les travaux de l'Américain George Perkins Marsh (1801-1882) sur l'environnement naturel. En 1864, dès l'année de sa publication, il présente l'ouvrage de Marsh qui l'a rendu célèbre, *Man and Nature*¹. Il le cite à nouveau dans son premier livre, *La Terre* (1868-69).

On s'attend donc à ce que, lorsqu'il évoque les parcs nationaux américains dans son dernier ouvrage, *L'Homme et la Terre* (1905), il mentionne, même brièvement, le nom de Marsh qui a inspiré la création du Parc de Yellowstone (1872) et qui sera considéré par beaucoup, notamment par l'essayiste Lewis Mumford (1895-1990), comme l'un des précurseurs de l'écologie². Or il n'en fait rien.

Que s'est-il donc passé entre Marsh et Reclus pour que celui-ci n'en parle plus ?

Marsh, puritain et partisan des whigs

George Perkins est le fils de Charles Marsh, descendant d'un des premiers colons puritains en 1633, calviniste fervent et premier attorney de Woodstock³. Admirateur du légendaire quaker Jonathan Edwards, George « se sent le devoir d'adhérer à la religion de son berceau jusqu'à ce qu'il en trouve une moins objective, ce qu'il ne réussit pas à faire »⁴. Il obtient son diplôme de droit et se passionne aussi pour les langues.

De 1843 à 1849, il représente le parti whig au Congrès (ancêtre de l'actuel Parti républicain, qu'il rejoint d'ailleurs en 1856 lors de sa création), où il s'oppose à l'escla-

vage. Il devient ambassadeur des États-Unis en Turquie (1849-1854), puis en Italie (1861-1882). Selon l'un de ses biographes, « il parvient à ses idées sur l'environnement par les valeurs dérivées de la philosophie whig », soit : le conservatisme, « le progrès maîtrisé » et la priorité du « bien public sur les intérêts privés »⁵.

Son *Man and Nature*, édité en 1864, est publié en italien en 1870. Il est réédité en 1874 sous le titre de *The Earth as modified by human action, man and nature*, et plusieurs fois par la suite. Le jeune Reclus, de retour des Amériques (1853-1857), se montre tout d'abord enthousiaste envers la première édition (1864) qui insiste sur les destructions de la nature causées par l'homme. Dans son article pour la *Revue des Deux Mondes*, il en rend compte très favorablement : « Grande érudition », « point de vue très élevé », bien que men-

tionnant un défaut («sorte d'enquête détaillée, mais trop dépourvue de méthode»)⁶.

Les deux hommes échangent une correspondance entre 1868 et 1871. Puis, ensuite, plus rien. Élisée Reclus évolue. La Commune de Paris (1871) passe par là, son engagement anarchiste se confirme, sa géographie part de considérations surtout géophysiques pour se diriger vers une géographie sociale plus mûre, plus complète. Alors que les deux hommes auraient pu se voir – Reclus vit en Confédération helvétique, en exil, Marsh se trouve en Italie, comme ambassadeur – cela ne se fait pas.

Désormais, Élisée Reclus considère probablement le travail et la personnalité de Marsh sous un autre angle. Une lecture des écrits de Marsh laisse entrevoir en effet des considérations mystiques et misanthropes éloignées du projet anarchiste comme d'une géographie sociale anthropocentrée.

Marsh : une vision religieuse de la nature et de l'environnement

La position intellectuelle de George Perkins Marsh est en effet claire : «L'homme est partout un agent perturbateur. Là où il met ses pieds, l'harmonie de la nature tourne à la discorde⁷». Cette conception de l'être humain comme «agent perturbateur» – expression qui relève d'ailleurs du vocabulaire policier – deviendra un topos central chez les écologistes, que ce soit «l'homme apparu comme un ver dans le fruit» chez Jean Dorst ou «l'homme, facteur perturbant» chez Bernard Charbonneau⁸.

Les références religieuses se multiplient chez Marsh. «L'homme a oublié pendant trop longtemps que la terre lui avait été donnée comme usufruit seulement, non pour la consommation, encore moins pour un gaspillage effréné. [...] La Nature a été laissée au pouvoir irréparable de l'homme [...] alors que, dans la plénitude des temps, son Créateur l'appellera pour entrer en sa possession⁹».

La référence au Créateur est tout sauf anodine. Quant à l'être humain qui serait intrinsèquement gaspilleur et stupide, déconnecté de toute contextualisation historique ou politique, c'est un motif religieux renvoyant au péché originel. La sobriété évoquée par Marsh – conforme au terme novlangue des décroissants qui l'ont substitué au ringard et trop connoté «ascétisme» – est d'ailleurs louée par les Évangiles : «Que ceux qui usent de ce monde soient comme s'ils n'en usaient point» (I Corinth. VII. 29-31).

Dans l'édition de 1882, Marsh accentue son positionnement religieux. «L'attention du public n'a été qu'à moitié éveillée à la nécessité de restaurer les harmonies dérangées de la nature, dont les influences bien équilibrées sont si propices à tous ses surissements organiques, et de réparer notre grande mère de la dette que la prodigalité et la générosité des précédentes générations ont imposée à ses successeurs – remplissant alors les commandements de la religion et de la sagesse pratique d'user de ce monde et de ne pas en abuser¹⁰. » On voit que cette idée de dette – typiquement religieuse – et que l'on retrouve de

nos jours sous la notion de «dette écologique» n'est pas nouvelle.

Marsh poursuit. «Il existe, non seulement dans la conscience humaine ou dans l'omniscience du Créateur, mais dans la nature extérieure, une trace [a record] ineffaçable, impérissable, peut-être lisible même pour l'intelligence créée, de chaque action menée, de chaque mot prononcé, de chaque souhait, propos ou pensée par l'homme mortel, de la naissance de ses premiers parents à l'extinction finale de notre race; les traces physiques de nos péchés les plus secrets resteront donc jusqu'à ce que le temps s'abolisse dans l'éternité de laquelle ce n'est pas la science mais la religion seule qui pourra en prendre connaissance¹¹. » On pourrait ajouter : amen.

Le puritanisme, point commun des précurseurs américains de l'écologisme

C'est bien sur ces bases religieuses, puritaines, que se fonde le courant qui donnera naissance à l'écologisme aux États-Unis. Emerson, Thoreau, Marsh, Muir, Pinchot, Burroughs, Jeffers et plus tard Rachel Carson, évoluent en effet dans le milieu calviniste – Aldo Leopold relevant du luthéranisme – certains avec dévotion comme John Muir (1838-1914). Un jour de sa jeunesse, ce campbellite fervent pratiquant, fondateur

du Sierra Club, proclame «dire adieu à toutes les inventions mécaniques, déterminé à dévouer le reste de sa vie à l'étude des inventions de Dieu», à savoir la Nature¹².

La polémique, à propos de la construction d'un barrage sur la Hetch Hetchy dans le parc de Yosemite, entre Gifford Pinchot (1865-1946), grand admirateur de G. P. Marsh, nommé par le président Theodore Roosevelt à la direction de l'U.S. Forest Service en 1898, et John Muir, qui fut d'abord son ami, est célèbre. Le premier cherche à conserver les espaces naturels tout en prônant leur exploitation raisonnable, le second récuse toute utilisation autre que contemplative. Il n'empêche : les deux, croyants et pratiquants, puritains et calvinistes, mènent leur combat environnementaliste au nom de la Bible et de la religion. Pour Pinchot, le but de la conservation de la nature est «d'aider à faire advenir le Royaume de Dieu sur terre»¹³. Pour Muir, les arguments des aménagés «sont curieusement les mêmes que ceux du démon, c'est-à-dire dédiés à la destruction du jardin originel... Ces destructeurs de temples, ces dévots du mercantilisme ravageur, semblent avoir un parfait mépris de la Nature et, au lieu de diriger leurs yeux vers le Dieu des montagnes, ils le dirigent vers le tout-puissant dollar»¹⁴.



L'HOMME EST LA NATURE
PRENANT CONSCIENCE D'ELLE-MÊME

Il faut bien être conscient de l'importance que tient cette philosophie religieuse dans le discours métapolitique sur l'environnement, et de son conditionnement dans l'évolution vers un capitalisme vert. Épicentre du capitalisme mondial, les États-Unis façonnent les valeurs du monde avec leur puritanisme dans tous les domaines.

La géographie sociale d'Élisée Reclus

Le titre initialement proposé par Marsh pour son ouvrage est *L'Homme, perturbateur de l'harmonie de la nature*¹⁵. Mais son éditeur s'interroge : « L'homme n'agit-il pas en harmonie avec la nature ? Et selon ses lois ? N'est-il pas une partie de la nature ? » « Non, réplique Marsh, rien n'est plus éloigné de ma croyance que l'homme serait une partie de la nature et que son action serait contrôlée par les lois de la nature ; en réalité, le fil conducteur de mon livre est de renforcer l'opinion contraire, et d'illustrer le fait que l'homme [...] est un agent moral libre, travaillant indépendamment de la nature¹⁶. »

Ce propos de Marsh exprime en fait deux choses : un refus sous-jacent du darwinisme, qu'il conteste par ailleurs explicitement, et une affirmation de sa conception puritaine de l'individu libre devant Dieu. Il s'agit d'une position aux antipodes de celle du géographe anarchiste Élisée Reclus.

Il est probable que Reclus n'ait rien su de cet échange entre Marsh et son éditeur. Une lettre perdue (la correspondance de Reclus à Marsh est conservée – aux États-Unis – mais nous n'avons pas celles de Marsh à Reclus) a peut-être fait état d'un désaccord, à moins que les deux hommes n'aient simplement entériné leur distance intellectuelle.

Le géographe Gary Dunbar veut d'ailleurs « insister sur le fait qu'ils étaient sur des chemins parallèles, appréciant le travail de l'un et de l'autre, mais sans emprunter leurs idées essentielles »¹⁷.

Reclus a dû se rendre compte du soubassement philosophique et politique d'un Marsh qui, selon l'un des spécialistes de l'histoire de l'environnementalisme, est « whig de bout en bout, les Whigs étant avant tout un parti d'hommes comme lui, d'entrepreneurs nés dans la classe moyenne et supérieure »¹⁸. Il peut difficilement s'y rallier ou la cautionner.

Élisée Reclus dépasse l'approche mystique et organiciste de la nature. Il insiste sur les « travaux de l'homme » et des « peuples » qui, à mesure qu'ils se sont « développés en intelligence et en liberté », sont « devenus, par la force de l'association, de véritables agents géologiques [qui] ont transformé de diverses manières la surface des continents, changé l'économie des eaux courantes, modifié les climats eux-mêmes »¹⁹.

Dans cette action de transformation, l'humanité a une responsabilité dynamique vis-à-vis de la nature, c'est-à-dire vis-à-vis d'elle-même puisqu'elle en est issue. Les deux principes qui la guident reposent à la fois sur la raison – bien s'organiser, bien gérer la nature – et sur l'esthétique – soigner la nature, l'embellir, donc s'embellir soi-même.



Reclus veut que l'humanité aménage correctement et consciemment son environnement (ce qu'il appelle « la nature environnante »). Le bonheur de l'humanité « ne sera tenu pour tel qu'à la condition d'être partagé par tous, de s'être fait conscient, raisonné et de comprendre en soi les recherches passionnantes de la science et les joies de la beauté antique »²⁰.

Rappelons que les trois « lois » de la géographie sociale énoncées par Élisée Reclus à la fin de sa vie sont « la lutte des classes », « la recherche de l'équilibre et la décision souveraine de l'individu ». Rien que la référence à la notion de la lutte des classes suffit à éloigner les fondamentalistes de l'écologisme glosant sur la nature humaine.

P. P

1. « L'Homme et la Nature — De l'action humaine sur la géographie physique ». *Revue des Deux Mondes*, 54, p. 762-771.
2. Dans *The Brown decades* (1931), Mumford qualifie Marsh de « source du mouvement de conservation [de la nature] » (the fountainhead of the conservation movement). Dans ses livres comme *La Cité à travers l'histoire* (1961) ou *Le Mythe de la machine* (1967), Mumford se réfère parfois à Kropotkine mais jamais à Élisée Reclus.
3. Lowenthal David (1953) : « George Perkins Marsh and the American geographical tradition ». *Geographical Review*, 43-2, p. 207-213. (1959) : *George Perkins Marsh, versatile Vermonter*. New York, Columbia University Press. (1965) : *Man and nature by*

- George Perkins Marsh*. Cambridge, Harvard U. P.
4. Lowenthal David (2003) : *George Perkins Marsh, prophet of conservation*. Seattle and London, University of Washington Press, 656 p., p. 375.
5. Fleischman Lesley (2007) : *Elite environmentalism, the roots of the modern environmental movement in the 19th century whig philosophy of George Perkins Marsh*. Thèse, Bryn Mawr College, p. 4.
6. Op. cit.
7. *The Earth as modified by human action, man and nature* (1884), p. 36.
8. Dorst Jean (1965) : *Avant que Nature ne meure, pour une écologie politique*. Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 558 p.
9. Charbonneau Bernard (1992) : « Le Chaos du système », *Combat Nature*, 96, p. 489.
9. *Man and Nature*, Lowenthal (1965), op. cit., p. 36.
10. *The Earth as modified by human action* (1882), p. 5.
11. *Ib.*, p. 375-376.
12. *The Writings of John Muir*, vol. 9, 1923, p. 155.
13. Pinchot Gifford (1910) : *The Fight for Conservation*. New York, Doubleday, p. 95.
14. Muir John (1912) : *The Yosemite*. New York, The Century Co., p. 262.
15. *Man the disturber of nature's harmonies*. Lowenthal (2003), op. cit., p. XXXVIII.
16. *Ib.*
17. Dunbar Gary (1978) : *Élisée Reclus, historian of Nature*. Hamden, Archon Books, 200 p., p. 45.
18. Dorman Robert L. (1998) : *A Word for Nature : four pioneering environmental advocates, 1845-1913*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, p. 13.
19. *La Terre, description des phénomènes de la vie du globe* (1868), Paris, Hachette, chap. I, livre 1, p. 86.
20. *L'Homme et la Terre*, t. VI, chap. XII, p. 539.

La débâcle

JOLI NOM, NON ? César Fauxbras. Bien sûr un pseudonyme, de Gaston Sterckeman. César Fauxbras a écrit le très drôle, très triste et surtout très vrai *La Débâcle*, les raisons, exposées par lui-même, qu'avait au mois de mai le soldat français réserviste de ne pas mourir pour Dantzig (Éditions Allia, 9 euros). César Fauxbras n'a pas eu de chance dans la vie. Soldat pendant la Première Guerre mondiale, il a rempilé pendant la Seconde, où il a connu les charmes des stalags. Toutefois, journaliste de son métier, il a eu l'idée brillante de noter dans un cahier les propos de ses compagnons d'effondrement, du 29 mai au 6 juillet 1940. La période au cours de laquelle la première armée du monde en nombre de chars, de canons, etc., se fit infliger une déculottée sans égale dans l'histoire de ce même monde. Les historiens ont depuis longtemps dressé la liste des causes de la débâcle, entre autres les multiples manifestations de l'intense bêtise de l'état-major français, et le remarquable travail des services de renseignement allemands. Mais ils reculent généralement devant une vérité gênante pour le patriotisme. Dans leur vaste majorité, les soldats de 1940 ne voulaient pas combattre. Un phénomène pas si fréquent dans la longue histoire de la nation la plus agressive d'Europe. Pourquoi? Parbleu, ils se souvenaient qu'on les avait roulés dans la farine lors de la précédente. Ce thème revient constamment dans les paroles rapportées par Fauxbras. Les boucheries absurdes, les mensonges éhontés, comment les oublier, lorsqu'une grande part des mobilisés de la Seconde l'avait déjà été lors de la Première? Trois choses fascinent dans les philippiques, les jérémiades, les diatribes, les rêveries, les polémiques, les altercations si joyeusement, si précisément notées par Fauxbras. La réduction à l'infime, le choc des classes, la fureur des exploités.

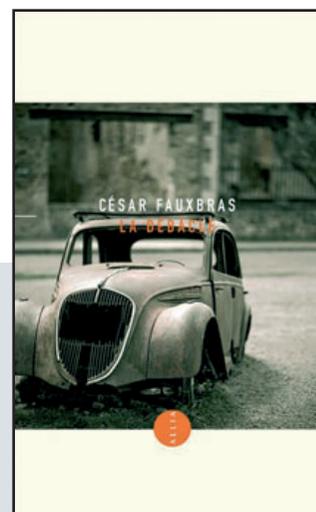
La réduction à l'infime? Les hordes nazies débarquent, mais ce qu'espère Mimile, c'est qu'il pourra rentrer à temps pour faire les vendanges, mais ce qu'espère Paul, c'est que le bistro tiendra sans lui pendant les deux prochaines semaines, avant qu'on ne soit tous libérés, mais ce qu'annonce Jeannot, c'est que s'ils ne nous filent pas à bouffer dans deux heures, là ça va

plus aller, entre Hitler et moi! Ou encore ceci : «A quelque chose malheur est bon. En même temps que la Corse, nous perdrons Tino Rossi.»

Le choc des classes? Le soudain mélange des mondes qui ailleurs ne se mélangeaient pas, le mélange des langues, du popu parlé à la Bastoche aux précises et polies démonstrations déployées par les maîtres d'école en passant par les fines plaisanteries : «Pour un avion capable de voler, la France possédait six généraux d'aviation. Les avions étant occupés à transporter les généraux d'aviation, il ne pouvait pas y en avoir sur le front. Telle est la clé du mystère.» Ou encore : «Le Douché est un con d'accord, mais le peuple italien est trois fois plus intelligent que le peuple français. Où je vais chercher ça? Je ne vais pas le chercher, je le prouve par des chiffres. Pendant l'autre guerre, les Italiens ont eu 1 500 000 prisonniers et 500 000 morts, les Français ont eu 1 500 000 morts et 500 000 prisonniers. Et maintenant, vous pouvez mesurer les intelligences, sans discussion possible.» On ne négligera pas non plus les vertes engueulades servies aux flics et gendarmes pris eux aussi dans la nasse et dont la langue soudain, loin des supérieurs, se libère.

La fureur des exploités? C'est le plus beau du livre. Prenez ce caporal vietnamien, qui défend l'un de ses compatriotes insulté par d'autres prisonniers parce qu'il se lave les pieds dans une eau que l'on aurait pu, sans cela, boire : «Vous avez peur des Allemands, et vous vous vengez sur les Annamites venus par force servir votre pays. Vous n'avez qu'à le défendre vous-même et nous, les Chinetoques, nous ne serions pas ici à laver nos pieds dans l'eau propre. Les Nègres et les Arabes ne seraient pas ici non plus pour être insultés par vous. Mais vous serez les boys des Allemands, maintenant vous aussi vous êtes des indigènes! Je vous dis merde!» Prenez cet instituteur qui, sergent chargé de verser leur paye aux soldats, en profitait pour leur faire remarquer que le capitaine touchait trois mille francs par mois, alors qu'eux en touchaient dix. Bref qu'un capitaine coûtait plus cher à lui tout seul que les 172 soldats qu'il commandait. Prévenant l'objection que son arithmétique avait certainement contribué à la très prompte reddition de sa troupe, il s'en félicite : «Si nous avions résisté aux chars avec nos pétroires, c'était 172 morts réservistes, 6 morts de carrière, 140 veuves, 117 orphelins.»

Nestor Potkine



César Fauxbras, *La Débâcle*, Allia, Paris, 2014, 144 pages.

Le commando rouge

«**ORDRE ET PROGRÈS**», telle est la devise du Brésil. Ce progrès-là s'exprime surtout par la progression du profit capitaliste qui ne semble s'accomplir que par une croissance aveugle et inhumaine de l'économie tout en creusant encore plus profondément les inégalités sociales déjà bien présentes. Rappelons que l'esclavage des Noirs, dans ce pays, n'a été officiellement aboli qu'en 1888.

L'accaparement des richesses et la corruption des puissants accompagnés de la brutalité policière ne laissent, pour survivre, d'autre choix aux laissés-pour-compte qu'une débrouillardise tous azimuts qui pouvait se révéler d'une extrême violence.

Petit voleur de rue, William Da Silva Lima fut, dans un premier temps, condamné à cinq ans d'incarcération : « Il y a des bandits dans toutes les classes sociales, mais seuls les pauvres peuplent les prisons. »

En sortant, après avoir tenté une réinsertion dans une imprimerie qui fit faillite, il monta dans la catégorie supérieure des détoursseurs, celle des braqueurs de banque, baptisés plus particulièrement par la police le « *comando vermelho* ». Dans son livre, William, arrêté à plusieurs reprises, raconte la vie de celui qui finit par accumuler une quarantaine d'années dans différentes prisons de l'État de Rio de Janeiro.

Condamner quelqu'un est une chose, l'application de la peine en est une autre qui a peu à voir avec la justice quand elle dépend de l'administration, des directeurs d'établissement, de l'humeur des gardiens, de la bonne volonté de ceux qui sont aux cuisines, etc.

Il paraît évident que la première et peut-être la plus importante fonction du système pénitentiaire, c'est de détruire la personnalité du détenu par des passages à tabac, l'entassement dans les cellules, une nourriture insuffisante et immangeable (les aliments

apportés par la famille étant confisqués) et le travail obligatoire et gratuit.

S'y ajoute un climat de peur entretenu par la brutalité des gardiens mais, de plus, par des prisonniers violents organisés pour violer, voler et assassiner et placés intentionnellement en certains endroits dans un souci d'entretenir la terreur et la division.

Mais il se passa quelque chose, écrit William : « C'était que pour la première fois il y avait, dans les pires des prisons, des personnes prêtes à lutter pour survivre dans la dignité, de façon collective et organisée. »

« On commença à prôner la désobéissance collective. »

Rejetés par les prisonniers politiques, les « droits communs » réalisèrent une unité pratiquement totale et décidèrent alors de lutter.

« La première mesure que nous avons prise — ce qui représentait, en prison, une véritable révolution culturelle —, c'était l'interdiction de tout acte de violence entre les détenus. Les incompatibilités personnelles devaient être mises de côté, se régler plus tard à l'extérieur, parce qu'il était indispensable de créer entre nous un climat serein qui nous rende plus forts face à la répression. Le vol, la violence sexuelle ou toute autre forme d'agression étaient bannis, etc. »

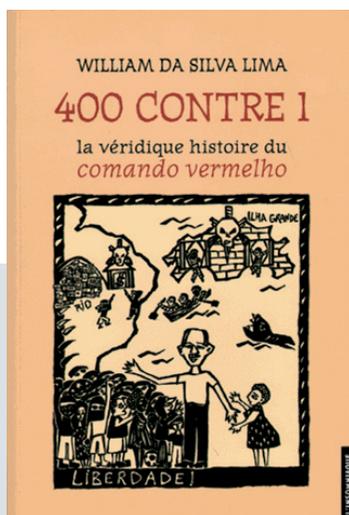
Pourtant, un détenu agressa un camarade, « rompant ainsi le pacte de non-violence », écrit William. Sa mort fut décidée. Il fut exécuté.

« En peu de temps, les règles de l'ancien Fundão [le fin fond] s'étaient étendues à toutes les prisons : la mort pour celui qui agresse ou viole un camarade. »

Le 14 septembre 2011, William Da Silva Lima, dit « O Professor », a été libéré, assigné à résidence et astreint au port d'un bracelet électronique. « Il est nécessaire de naviguer, vivre n'est pas nécessaire. »

André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barrué
de la Fédération anarchiste



William Da Silva Lima, 400 contre 1, la véritable histoire du comando vermelho, L'Insomniaque, 2014, 144 pages.

8 mars 2014

Nos luttes durent plus de 24 heures



Avec la crise se profile, partout en Europe, un retour en arrière patriarcal. La Journée internationale des femmes est vue comme l'occasion de faire un bilan. Traditionnellement, les groupes et associations de militantes préparent des manifestations pour fêter les victoires et les acquis, faire entendre leurs revendications, afin d'améliorer la situation des femmes. Cette manifestation du 8 mars, en marge des célébrations institutionnelles, a pour objectif de faire entendre un féminisme non excluant qui donne la parole à toutes les femmes dans toute leur diversité. Ainsi peuvent se réunir et défiler ensemble des personnes dont les revendications sont différentes et/ou ignorées par l'appel proposé par le CNDP (Collectif national des droits des femmes). LGBT, travailleurs et travailleuses du sexe, femmes voilées : chaque personne en lutte contre les violences sexistes est porteuse de revendications différentes face à des oppressions multiples. En solidarité avec toutes ces luttes plurielles, nous soutenons ces combats et revendications et considérons que c'est à ces personnes de déterminer comment se libérer et de tracer leur chemin vers l'émancipation. Il ne s'agit pas de les infantiliser ni de parler à leur place.

L'idée qu'il puisse exister une figure de *la* femme, dans une démarche essentialiste, nous est intolérable. Nous estimons qu'il n'y a pas *un* mais *des* féminismes et qu'aucune vision du féminisme ne peut s'ériger en modèle universel. La lutte contre les violences machistes et le virilisme ordinaire n'est pas déconnectée du combat social : inégalités femmes-hommes au travail, exclusion sociale

en hausse constante pour les femmes, précarité... Les luttes féministes ne sont pas une vue de l'esprit, mais un aspect très concret de la lutte des classes. Notre société repose sur des structures inégalitaires qui avantagent les hommes. Les hommes ne respecteront les femmes que lorsqu'elles auront établi un rapport de force qui modifiera les structures inégalitaires. Un mouvement et un activisme féministes forts sont indispensables pour que les structures de rapports de domination soient contestées et possiblement renversées. Luttons, de toutes nos forces, car personne ne le fera à notre place.

Ces luttes n'impliquent pas seulement d'obtenir de nouvelles lois ni de nouvelles mesures de protection pour les femmes (d'autant que leur application et les moyens mis en œuvre pour les rendre effectives ne suivent que rarement les grands discours). Elles impliquent de prendre la société à bras-le-corps et à agir au jour le jour, dans nos quartiers, dans nos entreprises, dans nos écoles, dans nos foyers. Elles impliquent également de combattre toutes les nouvelles représentations sociales du féminin qui ne sont qu'un leurre perpétuant l'aliénation tout en se revendiquant de l'émancipation et de l'autonomie.

La Fédération anarchiste s'attache à identifier, à dénoncer et à déconstruire tout rapport de domination sexiste et patriarcale et invite tous ceux et toutes celles qui aspirent à une société libre et égalitaire à venir s'organiser pour lutter.



FEDERATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

www.federation-anarchiste.org



Jeudi 13 mars

14:30 > 18:00 **Radio LAP.** On reçoit le Projet Circuit-Bending du Lycée autogéré dont fait partie l'artiste Andy Bolus.

Vendredi 14 mars

14:30 > 16:00 **Les Oreilles libres.** Franq de Quengo et Arnaud Rivière viendront nous présenter le festival Sonic Protest 2014. Pour célébrer sa 10^e édition, Sonic Protest prend ses aises et propose un programme de dix jours, à Paris et aux alentours.

Samedi 15 mars

11:30 > 13:30 **Chronique syndicale.** Autour de *La Commune de Marseille* (Éditions Promeno/Syllepse) avec G. Leidet. Suivi de *Dans le monde une classe en lutte.*

Dimanche 16 mars

15:30 > 17:00 **Des mots, une voix.** L'émission recevra l'écrivain Olivier Apert pour le livre *Éloge de la provocation, dans les lettres et au XIX^e siècle* sorti aux Éditions Obsidiane et pour sa traduction de l'anglais du *Manifeste féministe & écrits modernistes* de Mina Loy (1882-1966) sorti aux Éditions Nous, et Tristan Félix pour son livre *Les Farces du squelette.*

Lundi 17 mars

16:00 > 18:00 **Trous noirs.** Terre et Liberté. Chaco paraguayen : Daniele Incalcaterra, réalisateur du film *El Impenetrable*, explique pourquoi il a restitué 5000 hectares de forêt aux Indiens, contrariant compagnies pétrolières et cultivateurs de soja transgénique.

Mardi 18 mars

18:00 > 19:30 **Pas de quartiers...** L'équipe recevra la réalisatrice Viviane Perelmuter pour son film sur Paris *Le Vertige des possibles.* On parlera de Paris en particulier et de la ville moderne.

Mercredi 19 mars

18:30 > 20:30 **Femmes libres.** Caroline Fourest présente son dernier ouvrage, *Inna*, paru aux Éditions Grasset. À 23 ans, Inna Shevchenko est célèbre. Qui est cette femme aux yeux verts et aux cheveux blonds couronnés de fleurs, aux seins nus, peints de slogans noirs dénonçant les religions, les dictatures et la prostitution dans le mouvement Femen ?



89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org



L'actu en image



AUX LECTEURS ET LECTRICES DU MONDE LIBERTAIRE DE MARSEILLE, MARTIGUES, LA CIOTAT ET LA RÉGION

Le groupe Germinal de Marseille, le groupe Orwell de Martigues et la liaison La Ciotat s'adressent à tous les lecteurs et lectrices du ML de la région.

Si vous voulez garder le contact avec nous, participer à nos activités, ou bien nous rejoindre alors écrivez nous à

groupe-germinal@riseup.net

(pour Marseille, La Ciotat et alentours)

groupe-orwell-martigues@federation-anarchiste.org

(pour Martigues et alentours)

Parce qu'ensemble nous serons plus forts et notre idéal mieux défendu.

